

Brochure n° 3252

Convention collective nationale

IDCC : 1539. – **COMMERCES DE DÉTAIL DE PAPETERIE,
FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE,
ET DE LIBRAIRIE**

ACCORD DU 27 AVRIL 2010

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET À LA PRIME D'ANCIENNETÉ
POUR L'ANNÉE 2010

NOR : ASET1050770M

IDCC : 1539

Entre :

La FEB,

D'une part, et

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord règle, dans les départements français de la métropole et d'outre-mer, les rapports entre employeurs et salariés des entreprises dont l'activité principale est constituée par une ou plusieurs des activités suivantes :

- commerces de détail de papeterie, loisirs créatifs, fournitures scolaires, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines et mobilier de bureau, auprès d'une clientèle de consomma-

- teurs utilisateurs : particuliers, professions libérales, entreprises, administrations et collectivités ;
- les entreprises dont l'activité principale est la vente aux revendeurs sont exclues du présent accord.

A titre indicatif, de manière non exhaustive et sous réserve de répondre au champ d'application ci-dessus définit, les codes APE les plus souvent visés sont : 4762Z, 4741Z, 4759A, 4778C, 4651Z, 4665Z, 4666Z.

Article 2

Barème des salaires

Horaire : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE BRUT MINIMUM MENSUEL
I	140	1 358
II	150	1 378
III	170	1 388
IV	190	1 412
V	220	1 494
VI	260	1 682
VII	300	1 907
VIII	360	2 275
IX	450	3 036

Article 3

Prime d'ancienneté

(En euros.)

ANCIENNETÉ	PRIME D'ANCIENNETÉ
3 ans	23,68
6 ans	40,08
9 ans	47,26
12 ans	62,64
15 ans	79,04

Article 4

Clause de revoyure

La commission paritaire nationale s'engage à renégocier les minima salariaux avant la fin de l'année 2010, en lien avec la négociation de l'accord sur les classifications.

Article 5

Date d'application

Cet accord est applicable dès le jour de la signature. En conséquence, les entreprises devront effectuer le rappel de rémunérations dues, dès la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

(Suivent les signatures.)